



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du mardi 24 septembre 2024

Nombre de membres en exercice : 27
Nombre de présents : 20
Nombre de votants : 22

Date de la convocation : 13 septembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-quatre septembre à quinze heures cinquante-quatre, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Mme Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), M. Richard GUERIT (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Frédérique LIEVRE (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), M. Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), Mme Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), M. Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus), Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus), M. Patrice BROUHARD (Le Gua), M. Stéphane DELAGE (Le Gua), M. Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac), Mme Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU (Saint-Just-Luzac), M. Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre), M. Joël PAPINEAU (Saint Sornin)

Absents excusés :

Mme Ingrid CHEVALIER (Nieulle sur Seudre) : pouvoir à M. François SERVENT (Nieulle sur Seudre),
M. Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Mme Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus),
Mme Béatrice ORTEGA (Le Gua) : pouvoir à M. Stéphane DELAGE (Le Gua),
M. Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage) : pouvoir à M. Patrice BROUHARD (Le Gua)
M. Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus)
Mme Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus)

Absents :

M. Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus), M. Joël CHAGNOLEAU (Le Gua), Mme Martine FARRAS (Marennes-Hiers-Brouage).

Secrétaire de séance : M. François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre)

Instauration de la journée de solidarité au sein de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes

Ressources humaines

Monsieur le Président expose :

Le législateur a instauré une journée de solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées (loi n°2004-626 du 30 juin 2004 modifiée relative à la solidarité pour

l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, article 6 notamment). Cette journée a pour vocation de participer au financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées ; elle n'est plus fixée par la loi mais par les assemblées délibérantes des collectivités territoriales.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment ses articles L.621-11 et L.621-12 ;

Vu la loi n°2004-626 du 30 juin 2004 modifiée relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, notamment son article 6 ;

Vu les articles L. 3133 -1 à L. 3133 – 11 du Code du Travail ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 27 septembre 2024 ;

Considérant que le législateur a entendu instaurer une journée de solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Considérant que cette journée, qui a pour vocation de participer au financement des actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées, n'est plus fixée par la loi mais par les assemblées délibérantes des collectivités territoriales et des établissements publics ;

Considérant que la journée de solidarité prend la forme d'une journée supplémentaire de travail non rémunérée, d'une durée de sept heures pour les personnels nommés sur des emplois à temps complet ; ramenée au prorata du temps de travail pour les agents à temps non complet ou à temps partiel ;

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Après avoir entendu l'exposé du Président,

DECIDE

- D'instituer la journée de solidarité selon le dispositif suivant pour l'ensemble des agents de la CCBM :
 - o Les agents devront rattraper 7 heures en tenant compte des modalités de planification suivantes :
 - Les 7 heures ne pourront pas être déduites des congés annuels ;
 - Le travail d'un jour de réduction du temps de travail, pour les agents en bénéficiant, tel que prévu par les règles en vigueur ;
 - Le travail d'un jour férié précédemment chômé, autre que le 1^{er} mai ;
 - Ces heures pourront être réalisées par demi-journées, non travaillées habituellement, ou par demi-heure au minimum et jusqu'à une heure maximum en plus, par jour de travail, dans le cadre du planning horaire habituel de la fiche de poste de l'agent ;
 - Pour les agents ayant un reliquat d'heures, acquis uniquement sur l'année en cours, ce dernier pourra être pris en compte dans le calcul des sept heures à effectuer (sur demande de l'agent et avec accord de la hiérarchie) ;

- Comme pour toute absence, les agents devront faire connaître à leur responsable hiérarchique leurs intentions.
 - Les heures devront être effectuées avant le 31 août de chaque année.
- De dire que l'autorité territoriale est chargée de l'exécution de la présente délibération, qui prend effet à la date de sa signature, publication et transmission en Préfecture, et au plus tôt le 1^{er} octobre 2024.

ADOpte A L'UNANIMITE

Pour : 22

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHARD

Le Secrétaire de séance
François SERVENT



La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité.